

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 22/10/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PAPREC GRAND OUEST**

5 rue des piliers de la Chauvinière  
44 800 Saint-Herblain

**Référence :** N3-2025-1109  
**Code AIOT :** 0006302480

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST implanté 95 Rue Robert Schuman 44 800 Saint-Herblain. L'inspection a été annoncée le 15/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Programme pluriannuel de contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC GRAND OUEST
- 95 Rue Robert Schuman 44 800 Saint-Herblain
- Code AIOT : 0006302480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Activités de tri, transit, regroupement et broyage de déchets non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets atmosphériques
- Déchets
- Eau de surface
- IED-MTD
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mise en application de l'arrêté	Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 2.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Émissions diffuses et de légers	Arrêté Préfectoral du 08/10/2025, articles 4.2 et 4.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Stratégie incendie	Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Contrôle de la situation sonore	Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Performance du tri	Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 8.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Transfert transfrontalier illicite de déchets	Code de l'environnement du 19/08/2015, article L.541-41	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport annuel d'activités	Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 2.71	Sans objet
5	Suivi PFAS	Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 5.4.1	Sans objet
7	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 71.2	Sans objet
11	Plateforme d'entreposage des déchets de bois	Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 8.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du site a permis d'identifier 7 non-conformités. En conséquence, des actions correctives et des justificatifs associés sont attendus.

### 2-4) Fiches de constats

**N°1 : Rapport annuel d'activités**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 2.71

<b>Thème(s) :</b> Autre, Rapport annuel d'activités
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les <u>1<sup>er</sup> avril</u> , l'exploitant transmet, à l'inspection, une <u>synthèse commentée</u> relative au fonctionnement de son établissement au cours de l'année précédente dans lequel figurent, a minima, le bilan des déchets entrant/traités/sortant avec leur provenance et leur destination, les résultats interprétés des contrôles des émissions, le REX des incidents, ... La capitalisation des résultats année après année permet de comparer les résultats et de tracer les tendances.
<b>Constats :</b> En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis son bilan d'activité pour l'année 2024. Dans ce bilan sont présentés les tonnages de déchets entrants et sortants classés par nature de déchets et type d'exutoires. Les tonnages présentés sont en cohérence avec les tonnages annoncés dans le dossier d'autorisation de l'exploitant. Les résultats de la surveillance du site (bruit, rejets aqueux et émissions diffuses) y sont également présentés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N°2 : Mise en application de l'arrêté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Récolement de l'arrêté d'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de <u>12 mois</u> suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant procède au récolement de ses dispositions. Pour chaque prescription, ce bilan justifie la pertinence et le dimensionnement des mesures techniques et organisationnelles retenues pour les respecter. Si certains travaux ne sont pas achevés ou si des écarts apparaissent, l'exploitant précise les délais de leur réalisation ou de leur résorption effective.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le récolement de son arrêté d'autorisation en amont de la visite d'inspection ; ce dernier identifie quelques non-conformités et ajustements réglementaires : - l'obligation de constitution des garanties financières ne s'applique plus à l'établissement ; - l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle des niveaux sonores dans les 6 mois à compter de la notification de l'arrêté d'autorisation. Ce dernier a réalisé le premier contrôle des niveaux sonores, depuis la notification de l'arrêté d'autorisation, les 3 et 4 mars 2025 ; - l'exploitant ne réalise pas de déclaration GERE pour son établissement ; - l'exploitant a réalisé le premier contrôle des émissions diffuses du 2 au 30 octobre 2024. L'exploitant déclare avoir réalisé la seconde mesure sur le mois de septembre 2025 pour privilégier une période sèche ; - l'exploitant n'a pas remplacé l'ensemble des bips de recul équipant les véhicules du site par des équipements moins bruyants type "cri de lynx". L'exploitant déclare le faire au "fur et à mesure".
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant réalise ses déclarations GERE.</b> <b>L'exploitant transmet la mesure d'émissions diffuses réalisée en septembre 2025 et s'attache à programmer les futures mesures durant des périodes sèches type juillet-août.</b> <b>L'exploitant remplace l'ensemble des bips de recul par des avertisseurs moins bruyants de type "cri de lynx".</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N°3 : Émissions diffuses et de légers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/10/2025, articles 4.2 et 4.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Émissions diffuses et de légers

**Prescription contrôlée :**

Article 4.2 - Émissions diffuses et de légers

La conception de l'établissement et la fréquence d'entretien des installations évitent les émissions et les accumulations de poussières. Tout capotage ou élément d'écran défectueux est immédiatement remplacé. Des dispositions particulières sont prises pour prévenir les émissions diffuses :

- l'installation de production de CSR est implantée dans un bâtiment fermé sur les 3 côtés. Le CSR produit est stocké dans un casier situé dans le bâtiment de production ;
- l'activité de broyage des refus de tri non valorisables étant réalisée en extérieur, une injection d'eau est pratiquée lors des opérations de broyage, le tapis du convoyeur est capoté et les refus de tri broyés sont stockés dans un contenant type benne fermé ;
- le broyeur de déchets de bois est équipé d'une injection d'eau.

L'exploitant procède à un balayage régulier et efficace des surfaces imperméabilisées.

L'établissement, y compris les véhicules sortant du site, n'entraînent pas de salissure ou de dépôt sur les voies publiques et dans l'environnement (légers, poussières...). Pour cela, les voies de circulation internes ainsi que les aires d'enlèvements, de livraisons et de stationnement sont aménagées (forme, pente, revêtement...) et entretenues. Des dispositions particulières sont prises pour prévenir les envols. En particulier, les bennes et les remorques dont le chargement est susceptible d'être à l'origine de pertes de matières transportées en raison des soubresauts de la route sont fermées, bâchées ou équipées d'un filet.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article 4.3 - Mesures des retombées de poussières dans l'environnement

L'exploitant dispose d'un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement, implanté face aux habitations les plus proches ou au plus près des intérêts sensibles à surveiller, complété par un témoin placé dans une zone non impactée par les émissions du site.

Ce suivi est annuel et réalisé pendant la période sèche dans des conditions représentatives des activités du site.

**Constats :**

Aucune opération de broyage de refus de tri non valorisable n'est réalisée sur le site. Pour cette activité, initialement prévue en extérieur, des actions devaient être mises en place pour limiter les émissions diffuses comme le capotage du tapis du convoyeur, l'injection d'eau lors des opérations de broyage et le stockage du broyat dans un contenant fermé. Ces actions seront à mettre en place si cette activité devait être réalisée.

Aucune opération de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) n'est réalisée sur le site depuis l'incendie du 29 juillet 2025 qui s'est déclaré au niveau de cette activité et qui a endommagé le broyeur dédié à cette activité. Ce dernier est encore présent sur site mais n'est plus opérationnel. L'exploitant déclare le garder pour récupérer des pièces non endommagées sur le broyeur. Initialement cette activité se déroulait à l'intérieur d'un bâtiment.

Des opérations de broyage de déchets de papier sont réalisées sur le site à l'intérieur d'un

bâtiment. Le convoyeur de sortie est capoté.

Des opérations de broyage et criblage sont organisées sur site et ses outils de traitement sont équipées d'un système d'injection d'eau. L'exploitant a mis en place un système de bâchage dédié principalement aux véhicules équipés de remorques à fonds mouvants alternatifs (FMA) utilisés pour le transport des déchets de bois broyés destinés à des panneautiers ou des chaufferies biomasse en fonction de la qualité du broyat.

#### Surveillances émissions diffuses :

L'exploitant a fait réaliser la mesure de ces émissions diffuses du 2 au 30 octobre 2024 par le bureau d'études APAVE : les valeurs obtenues ne dépassent pas les 200 mg/m<sup>2</sup>/j sauf pour le point n°2 situé en limite ouest à proximité de l'activité de broyage de déchets de bois qui affiche une valeur de 372,05 mg/m<sup>2</sup>/j. Ce niveau est qualifié de "fort" pour l'empoussièrement et pouvant occasionner une "gêne potentielle" selon le bureau d'études ayant réalisé la mesure. L'exploitant déclare que les mesures ont été réalisées au plus près de l'activité de broyage de déchets de bois et que la gêne serait limitée du fait de la présence d'un mur et de végétation entre les intérêts sensibles identifiés (habitation) et l'activité.

L'exploitant déclare avoir réalisé une nouvelle mesure des émissions diffuses durant le mois de septembre 2025.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant identifie un point de mesure témoin qui est placé dans une zone non impactée.**

**Concernant le point de mesure n°2, afin de mesurer l'empoussièrement au niveau de l'enjeu sensible identifié (habitation), l'exploitant réalise la mesure au plus près de cet enjeu et non au plus près de l'activité identifiée comme génératrice d'émissions diffuses. Cela permet de prendre en compte les éléments de limitation d'émissions diffuses (mur et végétation).**

**Au vu des valeurs significatives obtenues notamment au niveau du point de mesure n°2, l'exploitant met en place des mesures de limitation et informe l'inspection des installations classées des mesures mises en place.**

**L'exploitant transmet les résultats des mesures réalisées durant le mois de septembre 2025.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N°4 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance - entretien

#### **Prescription contrôlée :**

##### Article 5.4 - Surveillance des rejets

La qualité des eaux pluviales respecte a minima les caractéristiques ci-après :

Paramètres	VLE en mg/l	Fréquence de contrôle
T°	30°C	Semestrielle
pH	5,5 < pH < 8,5	Semestrielle
DBO5	< 30	Semestrielle
Hydrocarbures totaux (HCT)	< 5	Semestrielle
Fer + Aluminium	< 5	Semestrielle
Cadmium	< 0,2	Semestrielle
Chrome	< 0,5	Semestrielle

Cuivre	< 0,5	Semestrielle
Mercur	< 0,05	Semestrielle
Nickel	< 0,5	Semestrielle
Plomb	< 0,5	Semestrielle
Zinc	< 2	Semestrielle
Phénol	< 0,3	Semestrielle
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1	Semestrielle
Matières en Suspension - MES	< 30	Mensuelle
DCO sur effluent non décanté	< 125	Mensuelle

Les paramètres PFOA, PFOS sont analysés sur une campagne de surveillance se déroulant sur un an à raison d'une mesure par semestre pour permettre de statuer sur la nécessité de conserver la surveillance semestrielle de ces paramètres.

#### Constats :

Pour l'année 2024, l'exploitant a fait réaliser les analyses de ses eaux de rejet le 2 mai et le 12 décembre par la société Eurofins : les résultats sont conformes sur l'ensemble des paramètres réglementaires.

Pour l'année 2025, l'exploitant a fait réaliser les analyses de ses eaux de rejet le 21 juillet par la société Eurofins : les résultats sont conformes sur l'ensemble des paramètres réglementaires.

L'analyse est réalisée semestriellement pour l'ensemble des paramètres.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**L'exploitant met en place le suivi mensuel pour les paramètres MES et DCO.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

### N°5 : Suivi PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 5.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi PFAS

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise également une campagne d'analyses des substances PFAS en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

#### Constats :

L'exploitant a fait réaliser la campagne de suivi PFAS par le laboratoire CARSO. Les prélèvements ont été réalisés le 23 mai 2024, le 2 septembre 2024 et le 21 novembre 2024. Les analyses ont porté sur les 28 paramètres identifiés aux articles 3.2 et 3.3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Certains paramètres ont été identifiés et, en particulier, le PFOS : 7,39 µg/l en mai 2024, 0,726 µg/l en septembre 2024 et 0,254 µg/l en novembre 2024. Une concentration nettement plus importante en PFOS a été identifiée au mois de mai 2024.

En conséquence, l'inspection des installations classées a formulé les demandes suivantes :

- Réaliser des analyses supplémentaires et transmettre les résultats de ces analyses ;
- Intégrer l'ensemble des analyses sur GIDAF ;
- Identifier les sources de PFOS ;
- Mettre en place des actions de réduction des émissions de PFAS.

Pour ces différentes demandes, l'exploitant a réalisé les démarches et les réponses suivantes :

- Intégration de l'ensemble des analyses sur GIDAF ;
- Mise en place d'un nouveau système de traitement des eaux de rejet (charbon actif) le 22 mai 2025 ;
- Réalisation de 2 analyses avant et après la mise en place du dispositif au charbon actif.

L'analyse réalisée le 23 avril 2025, avant la mise en place du dispositif au charbon actif, montre des résultats similaires aux 2 analyses précédentes de septembre et novembre 2024 avec une concentration en PFOS de 0,820 µg/l.

L'analyse réalisée le 22 juillet 2025, après la mise en place du dispositif au charbon actif, n'identifie plus aucun PFAS et la mesure en AOF ne dépasse pas le seuil de quantification.

Concernant la source en PFOS, l'exploitant n'identifie pas de flux particuliers générateurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N°6 : Stratégie incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection incendie du site

### **Prescription contrôlée :**

#### Article 7.3.2 : Désenfumage

Sauf justifications techniques, les locaux sont équipés de dispositifs permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés par un incendie (exutoires, ouvrants en façades ou tout autre dispositif reconnu équivalent). Ces dispositifs sont adaptés aux risques spécifiques des locaux qu'ils protègent (techniques et dimensions). La surface d'ouverture est de 1 % de la surface géométrique de la toiture.

Ils sont équipés de commandes automatiques et manuelles, facilement manœuvrables et placées à proximité des accès. Ces dernières ne peuvent pas être inversées par la manœuvre d'une autre commande.

Le système de désenfumage du bâtiment de production est précisé, pour chaque hall, en annexe 2 du présent arrêté.

#### Article 7.3.3 : Évacuation

À l'intérieur du site, les allées de circulation sont maintenues dégagées pour faciliter l'évacuation du personnel et l'intervention des secours.

Les locaux sont aménagés pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. Les issues de secours offrent des moyens de retraite. Tout point d'un bâtiment n'est pas distant de plus de 50 m de l'une d'elles et de 25 m dans les parties formant cul-de-sac. Elles s'ouvrent vers l'extérieur, restent manœuvrables en toutes circonstances et sont en permanence dégagées. Leur accès est balisé.

#### Article 7.3.7 : Vérification des installations électriques

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Une vérification des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

#### Article 7.5.3 : Rétention des liquides dangereux

La manipulation d'un produit ou déchet susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols



est réalisée sur une aire étanche, aménagée pour la récupération des fuites éventuelles. Son entreposage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

#### Article 7.6 - Protection des milieux récepteurs (bassin de régulation, de confinement et d'orage)

Les bassins de régulation des eaux de ruissellement peuvent faire office de bassins de confinement des eaux d'extinction si leurs volumes en permanence disponibles peuvent accueillir les volumes d'eaux nécessaires à la lutte contre le sinistre majeur identifié dans l'EDD, les produits libérés par l'incendie et les éventuelles intempéries concomitantes évaluées sur la base de 10 mm/m<sup>2</sup> de surfaces imperméabilisées captées par l'ouvrage. Ainsi évalué, les volumes maintenus libres en permanence pour les eaux d'extinction sont d'au moins 1 076 m<sup>3</sup>.

Les sorties de ces réseaux sont équipées de systèmes d'obturation permettant d'interdire tout rejet non conforme et capables de le confiner. Ils sont facilement manœuvrables, actionnables en toutes circonstances, vérifiés périodiquement, signalés et connus du personnel.

#### Article 7.7 - Moyens d'intervention et organisation des secours

##### Article 7.7.1 - Dimensionnement, disponibilité et entretien des moyens d'intervention

Le dimensionnement des moyens de défense sont proportionnés aux risques associés à l'établissement. Il est communiqué au SDIS.

Les moyens d'intervention (équipements de protection individuelle et matériels d'intervention) sont judicieusement répartis dans l'établissement, en nombre suffisant et de qualité adaptée à la nature des risques rencontrés. Ils sont conservés à proximité de leurs zones d'utilisation potentielle mais sont placés en dehors des zones qui justifient leur implantation. Ils sont immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence.

Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement et contrôlés périodiquement.

##### Article 7.7.3 - Détection incendie

Les bâtiments sont équipés d'un dispositif de détection incendie relié à un système d'alerte et déclenchant sur site une alarme sonore et lumineuse.

##### Article 7.7.4 - Moyens d'intervention et ressources en eau

L'établissement dispose des moyens suivants :

- Deux caméras thermiques permettant d'assurer la surveillance permanente de l'échauffement éventuel des dépôts de bois et de déchets ;
- Un dispositif de vidéo surveillance et anti-intrusion durant les périodes d'arrêt ;
- 2 poteaux incendies à l'intérieur du site et 2 poteaux incendies à proximité du site DN 100, alimentés par le réseau public, protégés contre le gel, munis de raccords normalisés et capables d'assurer un débit minimal simultané exigible pour la défense du site ressortant à 270 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures. L'exploitant dispose des attestations de conformité des poteaux d'incendie ;
- Les équipements de process et une partie des engins de manutention sont équipés de systèmes d'extinction automatiques par aspersion d'eau ;
- Des plans des locaux à jour (risques, zones dangereuses, moyens de protection et d'intervention, accès, réseaux, commandes des équipements, arrêts d'urgence... ainsi que tout autre information utile aux équipes d'intervention) ;
- Des matériels de protection individuelle ;
- Un kit anti-pollution pour la zone de distribution de carburant ;
- Un gardien effectue des rondes tous les jours avec usage d'une caméra thermique portable pour assurer le contrôle de température des dépôts de bois. En son absence, ces opérations sont réalisées par une société extérieure ;

- Une berce incendie de 10 m<sup>3</sup> équipée d'une motopompe, de tuyaux et de lances incendie permettant une première intervention ;
- Des extincteurs ;
- Des robinets d'incendie armés (RIA) sont mis en place dans les différents halls du bâtiment de production de façon à pouvoir intervenir sur un sinistre par 2 angles opposés et adaptés selon la configuration de la zone. Ainsi, le hall accueillant la production de CSR dispose de 4 RIA.

#### Article 7.7.5 - Organisation de la sécurité générale des secours

L'exploitant organise la sécurité et les secours de l'établissement en :

- tenant à la disposition du service départemental d'incendie et de secours les informations nécessaires à l'établissement de leurs plans et procédures d'intervention ;
- mettant en place une organisation propre au site concernant la sécurité du personnel, des installations et du voisinage ;
- formant son personnel à l'utilisation des moyens d'intervention ;
- disposant de moyens d'alerte du personnel en cas de dysfonctionnement ou d'incident et d'appels des services de secours.

#### Article 7.7.6 - Exercices

L'exploitant procède à des exercices et manœuvres périodiques des moyens de défense.

##### **Constats :**

- L'ensemble du bâtiment d'exploitation est équipé de systèmes de désenfumage en toiture. Cependant, ce système est uniquement manuel pour la plupart des halls du bâtiment d'exploitation.

- Les allées de circulation sur le site sont constatées dégagées et signalées facilitant l'évacuation du personnel en cas de sinistre.

- La dernière vérification des installations électriques a été réalisée le 19 et le 20 mars 2025 par la société APAVE : 35 observations ont été identifiées. La société ACTEMIUM a été sollicitée par l'exploitant pour réaliser les actions correctives. Cette dernière a produit un rapport de levée de non-conformités le 24 septembre 2025 qui identifie 9 non-conformités encore en cours de correction, les autres étant levées.

- Les liquides dangereux identifiés sur site sont associés à une rétention dont le volume est disponible.

- Le confinement des eaux en cas d'incendie est assuré par une montée en charge sur la plateforme d'exploitation en point bas et un arrêt des pompes de relevage pour contenir le volume d'eau sur site. La procédure de confinement est affichée à proximité des pompes de relevage.

- La vérification des différents éléments de lutte a été réalisé par EUROFEU :

- le 26 février et le 3 mars 2025 pour les 188 extincteurs ;
- le 3 mars 2025 pour les 16 RIA ;
- le 11 avril 2025 pour les 16 systèmes de désenfumage ;

Les rapports associés ont été transmis par l'exploitant.

- L'exploitant a installé 15 caméras thermiques sur l'ensemble du site reliées à un système associé à une astreinte assurée par un prestataire extérieur, la société PANTHERA. Ces caméras sont contrôlées en interne de façon hebdomadaire. L'exploitant a transmis la fiche de suivi correspondante.

- L'exploitant dispose également d'une réserve d'eaux de 10 m<sup>3</sup> à l'usage des employés formés à son usage. La fonctionnalité de ces réserves est contrôlée par l'exploitant de façon mensuelle. L'exploitant a transmis la fiche de suivi correspondante.

- L'exploitant fait vérifier annuellement par la société DESAUTEL le système d'injection d'eau

<p>associé à l'opération de broyage de déchets de bois. L'exploitant a transmis la fiche de suivi correspondante.</p> <p>- Le broyeur de déchets de papier est équipé d'une rampe d'eau et d'un système de sprinklage sur la partie moteur. Ces systèmes sont à commande manuelle.</p> <p>- L'exploitant déclare que l'ensemble des agents sur site reçoivent une formation incendie chaque année. Cette formation intègre la manipulation des moyens de lutte contre un incendie et les mesures d'évacuation et de mise en sécurité des personnes dans des situations accidentelles.</p> <p>L'exploitant a présenté le contrat établi en 2025 avec la société ACFI pour la réalisation de la formation incendie. Le contrat comporte le contenu de la formation, la date de réalisation et les personnes formées.</p> <p>- L'exploitant déclare réaliser 4 exercices internes par an sur la thématique incendie. Durant ces exercices, les agents du site s'exercent aux actions d'évacuation et de lutte contre l'incendie. L'exploitant a transmis le dernier compte-rendu d'exercice réalisé le 2 septembre 2025. Le scénario de cet exercice était un incendie au niveau de la presse à balle. Cet exercice a nécessité notamment l'usage de 2 RIA.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit disposer d'une commande automatique pour chaque système de désenfumage.</b></p> <p><b>L'exploitant établit un plan d'action de mise en conformité de ses installations électriques.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N°7 : État des stocks

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 71.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour, en permanence, un état des stocks des produits présents dans l'installation. Pour les déchets, il est conforme au descriptif présenté en annexe 1 du présent arrêté. Il est tenu à jour et décrit les produits et les déchets entreposés (nature, état physique, quantités, emplacements...) et l'exploitant dispose des documents, s'ils existent, lui permettant de connaître la nature et les risques qu'ils présentent, en particulier, les fiches de données de sécurité prévues par le Code du travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des stocks. Il a transmis celui du 8 octobre 2025. Il est établi par nature de déchets et par type de conditionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N°8 : Contrôle de la situation sonore

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la situation sonore</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute évaluation de la situation acoustique (niveaux sonores et émergences) s'effectue à partir des points retenus dans l'étude d'impact pendant une période d'activités représentative des émissions de l'établissement en fonctionnement normal.</p> <p>Les émergences sont systématiquement mesurées chez les tiers désignés dans l'étude d'impact ou</p>

les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité justifiée d'exécuter ces mesures, les émergences sont calculées à partir des niveaux sonores établis en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée.

La cartographie des mesures peut évoluer en fonction de circonstances propres à l'établissement apparues à l'occasion de mesures, d'études acoustiques ou induites par des travaux de modernisation. Dans ces cas, l'exploitant peut modifier le plan de contrôle de sa situation acoustique en le justifiant.

La signature sonore (niveaux en limite de propriété et émergences) est évaluée dans les 6 mois qui suivent la mise en service de toutes modifications susceptibles de faire évoluer la dernière situation satisfaisante.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum à compter de la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans.

**Constats :**

La dernière de mesure a été réalisée les 3 et 4 mars 2025 par la société GUILLAUME NOUAILLE : 1 dépassement en limite nord de propriété est identifié. Il serait dû à l'usage du broyeur papier selon le bureau d'études.

Il est constaté une faible émergence, de l'ordre de 0,5 dBA, du fait notamment d'un environnement sonore bruyant avec l'avenue Robert Schuman au nord, la voie ferroviaire au sud et l'activité industrielle environnante.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant met en place des actions correctives afin de limiter l'impact sonore de son activité et présenter des mesures de niveaux sonores conformes.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N°9 : Performance du tri**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 8.4

**Thème(s) :** Autre, Performance du tri

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant évalue a minima annuellement la performance des opérations de tri effectuées sur le site sur les déchets reçus en mélange en examinant la part de ces déchets valorisés pour chaque type de valorisation (énergétique en distinguant les sous-catégories 2771 / 2791 / 2910 - matière) et la part éliminée ou traitée par incinération.

**Constats :**

L'exploitant n'évalue pas la performance des opérations de tri effectuées sur le site sur les déchets reçus en mélange en examinant la part de ces déchets valorisés pour chaque type de valorisation (énergétique en distinguant les sous-catégories 2771 / 2791 / 2910 - matière) et la part éliminée ou traitée par incinération.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant évalue a minima annuellement la performance des opérations de tri effectuées sur le site sur les déchets reçus en mélange en examinant la part de ces déchets valorisés pour chaque type de valorisation (énergétique en distinguant les sous-catégories 2771 / 2791 / 2910 - matière) et la part éliminée ou traitée par incinération.**

**Ces éléments de performance sont à insérer dans le bilan annuel.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°10 : Transport transfrontalier illicite de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code l'environnement du 19/08/2015, article L.541-41
<b>Thème(s) :</b> Autre, Reprise et traitement de déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>2 transferts de déchets à destination de l'Espagne ont été identifiés comme illicites par la gendarmerie de Bayonne. Les éléments de contrôle ont été transmis à la direction générale de prévention des risques qui a demandé à la société PAPREC FRANCE établi à Saint-Herblain de transmettre les éléments de rapatriement et de traitement de ces déchets.</p> <p><u>Référence de ces déchets :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Numéro de suivi du 1<sup>er</sup> transport : 1371783</li> <li>- Numéro de suivi du 2<sup>nd</sup> transport : 1372528</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant déclare que c'est le siège social de la société PAPREC établit au 5-7 rue des piliers de la Chauvinière à Saint-Herblain qui a organisé le transfert de ces déchets dans le cadre de son activité de négoce depuis les sites industriels producteur du déchet (PAPREC CRV au Rheu et SYDED à Saint-Jean Lagineste) vers le site de R3NOVATIO RECYCLING en Espagne). Ces déchets n'ont pas transité par le site de PAPREC GRAND OUEST à Saint-Herblain.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>L'exploitant se rapproche de son siège social afin d'obtenir les justificatifs de rapatriement et de traitement de ces déchets et les transmet à l'inspection des installations classées.</b></p> <p><b>L'exploitant apporte des éléments d'appréciation de son activité de transfert de ces déchets à l'étranger (nature des déchets expédiés et volumes concernés).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N°11 : Plateforme d'entreposage des déchets de bois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2023, article 8.1 et annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plateforme d'entreposage des déchets de bois
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les îlots d'entreposage de déchets de bois, numérotés 38, 39, 41, 42, 43 et 44 sont espacés les uns des autres d'une distance minimale de 10 mètres. Un marquage au sol identifie ces zones d'entreposage. Les hauteurs d'entreposage sont limitées à 6 mètres.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les îlots d'entreposage de déchets de bois, numérotés 41, 42, 43 et 44 sont espacés les uns des autres d'une distance minimale de 10 mètres. Un marquage au sol identifie ces zones d'entreposage. Les hauteurs d'entreposage sont constatées inférieures à 6 mètres, une pige est installée afin d'évaluer cette hauteur.</p> <p>Les stockages 39, 40 et 41 sont séparés les uns des autres par des murs coupe-feu.</p> <p>Le stockage 38 est espacé des autres zones de stockage d'une distance supérieure à 10 mètres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite